

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **45 (1953)**

Heft 11

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel : «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

45^{me} année

Novembre 1953

N° 11

La lutte pour les finances fédérales

Par *Robert Bratschi*,

président de l'Union syndicale suisse

I

Les positions sont prises. Adversaires et partisans s'affrontent. Une fois de plus, ceux qui avaient espéré que le projet bien équilibré du Conseil fédéral (le Parlement ne l'a modifié que sur des points de détail) engagerait enfin les coryphées du gros capital et des détenteurs de substantiels revenus à donner à l'État démocratique ce dont il a besoin pour fonctionner normalement, subissent une lourde déception. Et pourtant, ces milieux, par rapport à l'étranger, sont encore largement ménagés par le fisc. Peu leur en chaut. Coude à coude avec les communistes et malgré une situation internationale qui reste incertaine, ils ne reculent pas devant une manœuvre de nature à mettre la Confédération dans une situation difficile le 6 décembre prochain, et même à lui infliger une défaite grave.

Les libéraux ont décidé à l'unanimité de combattre l'additif constitutionnel. Lors des assemblées des délégués des deux grands partis bourgeois, une forte minorité conservatrice et les deux cinquièmes des délégués radicaux ont adopté la même attitude. Et pourtant, ces deux partis disposent de cinq conseillers fédéraux sur sept! En collaboration avec les libéraux, ils détiennent presque tous les postes de commande de l'État et des entreprises de transport. Ces malheureuses décisions ont été prises en dépit de l'intervention de personnalités influentes, et notamment de conseillers fédéraux, qui ont attiré très loyalement l'attention sur les graves conséquences qu'un rejet ne manquerait pas d'entraîner.

Mais les adversaires « justifient » par toutes sortes de raisons — qui sont autant de vains prétextes — leur comportement négatif, voire destructif à l'égard de l'État fédéral. Les uns invoquent les nécessités d'un libéralisme depuis longtemps dépassé, auquel ils